

Gilets Jaunes, l'économie ultra-libérale

à l'épreuve de la crise sociale et démocratique

Depuis novembre 2017, plus de 700 000 personnes ont endossé un gilet jaune. Rappelons que le gilet jaune s'utilise, lorsqu'on est en danger au bord de la route. Les ronds-points sont devenus le symbole d'une mise à l'écart social et économique, puis les routes, puis les places publiques, puis les rues... Rien qui soit anecdotique, ou simple révolte d'un « peuple » enfant, qu'il suffirait de contenter par une mesure ou deux, par l'effet d'une démocratie représentative. Plutôt l'expression multiforme d'un désarroi social et démocratique, d'une précarité grandissante et c'est nouveau, la conscience qu'être citoyen.ne est plus qu'un bulletin de vote. Les manifestations sont composées d'une partie des classes moyennes pauvres et de classes populaires : précaires, employés, artisans, commerçants, indépendants et retraités¹. Entre 2006 et 2016, le nombre de personnes pauvres vivant sous un seuil établi à 50% du revenu médian (855 euros par mois pour une personne seule) est passé de 4,4 à 5 millions. La France compte entre 5 et 8,8 millions de pauvres **selon les sources**, principalement sous l'effet de la progression du chômage, conséquence d'une économie ultra-libérale.²

Prix du carburant, une étincelle sur fond de baisse de services publics

Cette personne qui paie son essence veut comprendre comment est composé le prix de son achat, quel lien avec le secteur public (taxes) et privé (production). Et pourquoi ce prix la conduit à une injonction contradictoire : en milieu rural, se déplacer pour travailler avec un véhicule personnel, ne pouvoir recourir à des transports en commun et voir son budget de plus en plus restreint en raison de ce coût obligatoire. On aurait pu croire que cette revendication omettait la question de la transition écologique ou de la justice sociale. Ce serait une analyse partielle, et au fond une posture verticale et condescendante. Lorsque Priscilla Ludoski lance sa pétition en mai 2018 et explique ses motivations, elle intègre des préoccupations qu'un expert.e de la transition écologique ne dénierait pas.³ Pour les Gilets Jaunes, le pouvoir d'achat pour assurer sa sécurité et celle de sa famille est le sujet central ; le constat ou la peur du déclassement social est mis à jour, l'injustice sociale flagrante n'est pas acceptée.⁴

Le côté protéiforme et contradictoire des revendications portées par les Gilets Jaunes est flagrant, pour autant, un socle se dessine : plus de pouvoir d'achat, une fiscalité plus juste (et des baisses de taxes dans les territoires péri urbains), le rétablissement de l'ISF (Impôt sur la fortune), Référendum d'initiative citoyenne (RIC) et la démocratie participative directe, la prise en compte du vote blanc, plus de services publics (territoires ruraux), réponse à l'urgence sociale... Une rencontre à Commercy le 27 janvier 2019 a rassemblé 75 délégations⁵. L'assemblée présente, sans vouloir représenter l'ensemble des Gilets Jaunes, a eu pour ambition de donner un cadre au mouvement, tout en respectant scrupuleusement son exigence démocratique. Non suffisamment structurés, le mouvement actuel des Gilets Jaunes dont l'ampleur se mesure sur les réseaux sociaux et les médias est potentiellement la proie d'ambitions malsaines, d'extrémismes douteux. C'est un point de vigilance : lors des dernières élections au Brésil et aux Etats Unis, la puissance des réseaux sociaux a fait dévier le débat électoral. En somme, des factions bien organisées peuvent payer des

¹ <https://www.ifop.com/publication/le-regard-des-francais-sur-le-mouvement-des-gilets-jaunes/>

² <https://www.inegalites.fr/600-000-pauvres-de-plus-en-dix-ans>

³ https://www.huffingtonpost.fr/2018/10/29/une-petition-contre-la-hausse-des-prix-du-carburant-depasse-les-500-000-signatures_a_23574631/

⁴ <https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/11/115970-Rapport-JDD.pdf>

⁵ <https://reporterre.net/Pres-de-Commercy-l-assemblee-des-Gilets-jaunes-refonde-la-democratie>

algorithmes pour plus d'audience, à des échelles qui échappent à notre entendement, et pour des fins anti-démocratiques.^{6 7}

Pour autant, la virtualité est relative, les manifestations sont bien réelles. Face à celles-ci, les partisans de la méthode forte s'opposent aux tenants de la négociation et du respect de l'Etat de droit. On constate des atteintes aux personnes et aux biens, des débordements inédits dans leur ampleur, leur gravité et leur fréquence, le déploiement de forces de l'ordre inouï, une dérive du droit inquiétante et en réaction, une violence qui devient un moyen d'expression. Le moins que l'on puisse dire est que la gestion de la crise par le gouvernement est chaotique. 11 décès liés aux manifestations, des centaines de blessés dont certains très gravement, c'est beaucoup pour le pays des Droits de l'Homme et du citoyen. Le pari qui serait de tabler sur un affaiblissement des manifestations et un ras le bol des citoyens vis à vis des désordres en misant sur des condamnations massives est très risqué en termes de préservation de la démocratie.

Si la crise des Gilets Jaunes révèle la perte d'un dialogue social équilibré notamment avec les corps intermédiaires (fédérations, syndicats, organisations professionnelles, associations ...), elle démontre tout autant la défiance marquée, quasi définitive de nombre de citoyens vis-à-vis des institutions et de leurs représentants. Or ces espaces sociaux en perpétuelle transformation sont organisés par la société civile pour se faire entendre et négocier auprès des institutions.

Le Grand débat national enclenché récemment est-il une opportunité de sortie de crise ? Il est strictement demandé de s'exprimer au travers de 35 questions et 4 thèmes : fiscalité – organisation de l'Etat et des collectivités, transition écologique, démocratie et citoyenneté. **Or nous constatons qu'il n'y a aucune remise en cause des choix politiques, sociaux et économiques ni du modèle économique et social revendiqué par le gouvernement.** Quelques autres points troublants : la suggestion présente dans le questionnaire de quotas d'immigration n'a été revendiquée nulle part, ni même la mise en débat de la laïcité et de la loi 1905. En revanche, rien ne concerne la question du travail et de sa rémunération, pourtant très présentes dans les manifestations. Il nous paraît inefficace et hasardeux de réduire la parole citoyenne à une participation à un temps d'échanges ponctuel ou à la réponse à un questionnaire pré-formaté. Nous rejoignons en cela la position d'ESS France⁸ : la méthode est à revoir, le traitement de l'information n'est pas garanti. Le dialogue avec les corps intermédiaires, pierre angulaire de nos démocraties doit être renoué.

Le Mouvement pour l'Economie Solidaire apporte avec conviction son plaidoyer pour une citoyenneté économique au long cours, qui ne repose pas sur la bienveillance des puissants (philanthropie) mais sur « des initiatives territorialisées au service des populations. Elles se veulent plus participatives et démocratiques, portées par la société civile, délibératives et articulées à de nouvelles formes d'actions et de politiques publiques. Ces initiatives supposent une transformation profonde des institutions, en capacité de co-construire avec la société civile. Il va de soi qu'elles impliquent un changement d'imaginaire de la démocratie représentative, une posture inversée de la fonction d'élu.e⁹, à l'écoute et en interaction avec la société civile. L'implication citoyenne interroge également les corps intermédiaires dans leur posture, afin qu'ils évoluent vers moins de partis pris sectoriels et plus de défense du bien commun et de la justice sociale.

Paris, le 1 février 2018

Le Conseil d'administration du Mouvement Pour l'Economie solidaire

⁶https://www.liberation.fr/debats/2016/11/16/des-algorithmes-dangereux-pour-le-debat-democratique_1528858,

⁴<http://www.rfi.fr/technologies/20140829-bresil-presidentielles-dilma-rousseau-marina-silva-internet/>

⁵ <https://www.france24.com/fr/20170227-robert-mercer-milliardaire-ultra-conservateur-non-brexit-trump-breitbart>

⁸ <https://www.ess-france.org/communiqués-de-presse/le-grand-debat-devra-compter-sur-les-solutions-de-leconomie-sociale-et>

⁹ <https://www.la-croix.com/Debats/Forum-et-debats/Contre-moralisation-lautoritarisme-choisir-democratie-2019-01-21-1200996859> -

Jean-Louis Laville 21 janvier 2019, La croix

Jean-Louis Laville MES Occitanie You tube https://www.youtube.com/channel/UCeSjEGferLyhmNPk8Nu_jbQ

Mouvement pour l'Économie Solidaire

Maison des réseaux culturels et artistiques, 221 boulevard de Belleville - 75019 Paris

Courriel : contact@le-mes.org site web <http://www.le-mes.org/>